

MOTION DE GRÈVE

Aujourd'hui **jeudi 25 novembre** 2021 a lieu, à Paris, le Conseil d'Administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. À cette occasion, et dans le cadre d'une **semaine mondiale de mobilisation à travers tout le réseau scolaire français dans le monde**, 65% des personnels résidents ainsi que plusieurs collègues de droit local du LFM sont en grève.

1. La reconnaissance de nos métiers et de notre engagement

Dans les lycées français à l'étranger, les professeurs sont, comme ceux de France, parmi les moins bien payés des pays de l'OCDE. À l'AEFE, aucune revalorisation n'est programmée, ni même aucune négociation. Ce n'est pas à la hauteur de notre engagement au service de nos missions et de nos élèves.

- La reconnaissance des personnels enseignants et non-enseignants doit être à la hauteur de notre engagement pour nos missions et pour nos élèves.
- Les salaires, pour les « détachés » comme les personnels de droit local, stagnent, et leur pouvoir d'achat baisse d'année en année.
- Ce manque d'attractivité crée des difficultés croissantes de recrutement de personnels qualifiés.
- Les récentes revalorisations décidées en France par le Ministère de l'Éducation Nationale ne sont pas appliquées à l'étranger. Les détachés, et, par extension, les personnels de droit local, doivent légitimement pouvoir bénéficier des primes et des indemnités mises en place en France : elles sont dérisoires (150€ bruts par an pour la prime informatique) et elles ne sont même pas prévues à l'AEFE !
- L'ISVL a baissé depuis plusieurs années à Madrid, et elle doit être revalorisée !
- L'ISAE est retenue en cas de congé maladie au premier degré, ce qui constitue une scandaleuse rupture d'égalité entre les différents personnels, et ce depuis plusieurs années et malgré nos objections juridiques dans toutes les instances.
- Les demandes faites à la direction de l'AEFE par les représentants des personnels ne sont pas écoutées, sur la formation continue et sur un grand nombre de problèmes du quotidien.

2. Le désengagement de l'État français dans son réseau scolaire à l'étranger

Nous combattons l'affaiblissement progressif du modèle des lycées français de l'AEFE :

- une baisse de la part du financement public à l'origine de la hausse des frais de scolarité
 - les suppressions de postes d'enseignants « détachés » par le Ministère français de l'Éducation Nationale
- Nous défendons ce qui fait la force et la spécificité du réseau scolaire français : son lien avec le Ministère de l'Éducation Nationale, que symbolise la mise à disposition par la France de 5000 fonctionnaires titulaires, chefs d'établissements, directeurs, enseignants et, parmi eux, formateurs et conseillers pédagogiques.
- Le projet de doubler le nombre d'élèves du réseau AEFE à budget constant, comme l'a annoncé le président Macron, revient à menacer les équilibres des établissements existants comme le LFM, sur le plan des finances comme de la qualité de l'enseignement.

- Des postes de titulaires « détachés » de l'Éducation Nationale, enseignants, formateurs et conseillers pédagogiques, sont supprimés et transformés en postes de droit local, entièrement à la charge financière de l'établissement. En Espagne, ce sont ainsi 33 postes qui ont été supprimés en 3 ans malgré des effectifs d'élèves constants.
- Il faut que le LFM maintienne son équilibre entre personnel local et personnel de l'Éducation Nationale : c'est ce qui fait sa richesse et qui garantit la qualité des parcours pédagogiques de nos élèves.
- C'est cet équilibre qui permet aussi de maintenir des frais de scolarité raisonnables et contrôlés : il suffit de comparer avec les établissements privés autour de nous, anglo-saxons ou autres.

C'est tout cela qui, au lycée français de Madrid et dans le réseau mondial AEFÉ, a déterminé un très grand nombre de professeurs à faire grève (65% des résidents en primaire et secondaire et plusieurs collègues de droit local), et à assumer non seulement de perdre le salaire des jours non travaillés, mais aussi de ne pas faire classe à leurs élèves. Nous n'entendons pas rester les spectateurs passifs de l'affaiblissement du réseau scolaire français à l'étranger et du manque de reconnaissance de nos métiers. Les responsables de l'Agence, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le Ministère de l'Éducation Nationale et le gouvernement français doivent être à la hauteur et donner à l'enseignement français à l'étranger les moyens de ses ambitions !

Les enseignants en grève au Lycée français de Madrid